Le récit accablant pour lui-même de la crise grecque que fait Yanis Varoufakis – Parties 1 et 2

mardi 22 août 2017, par TOUSSAINT Éric (Date de rédaction antérieure : 17 août 2017).

Sommaire

- Première partie : Les proposit
- Partie 2 : Un récit discutable

Première partie : Les propositions qui menaient à l'échec

Dans son dernier livre *Adults in the Room* [1], Yanis Varoufakis donne sa version des raisons qui ont conduit à la capitulation honteuse du gouvernement Tsipras en juillet 2015. Il analyse essentiellement la période 2009-2015 tout en faisant des incursions dans des époques plus lointaines.

Avec ce livre volumineux (550 pages dans la version originale en anglais), Yanis Varoufakis démontre qu'il est un grand narrateur. Il réussit par moment à émouvoir le lecteur. Son style direct permet de suivre de manière vivante le cours des évènements.

Ce premier article porte sur les 4 premiers chapitres d'un livre qui en compte 17. Il concerne les propositions que faisaient Varoufakis avant de participer au gouvernement en janvier 2015.

De la démonstration faite par l'auteur, on peut clairement conclure que son comportement et l'orientation politico-économique qu'il a défendue ont contribué à conduire au désastre. En effet, Yanis Varoufakis revendique clairement un rôle de premier plan dans l'élaboration de la stratégie qu'a adoptée **avant** la victoire électorale de janvier 2015 une poignée de dirigeants de Syriza : Alexis Tsipras, Yanis Dragasakis, Nikkos Pappas essentiellement.

Varoufakis ne plaide pas coupable : il est convaincu que si Tsipras avait réellement appliqué l'orientation qu'il lui a proposée et que Tsipras a acceptée à la fin 2014, cela n'aurait pas débouché sur une défaite pour le peuple grec.

Mais, contrairement à la conviction de Varoufakis, une lecture attentive de son livre aboutit à la conclusion qu'il a contribué à la défaite.

Contrairement à la conviction de Varoufakis, une lecture attentive de son livre aboutit à la conclusion qu'il a contribué à la défaite du peuple grec

Varoufakis explique comment progressivement il a convaincu Tsipras, Pappas et Dragasakis de ne pas respecter l'orientation adoptée par Syriza en 2012 puis en 2014. Il explique qu'il a élaboré avec ceux-ci une nouvelle orientation qui n'a pas été discutée dans Syriza et qui était différente de celle

présentée par Syriza lors de la campagne électorale de janvier 2015. Cette orientation conduisait au mieux à l'échec, au pire à la capitulation.

L'orientation défendue par Varoufakis

Varoufakis résume le contenu de l'accord qu'il a passé avec Alexis Tsipras, Dragasakis et Pappas en novembre 2014 lors d'une réunion tenue dans l'appartement de Tsipras. Cette réunion avait été organisée par le trio Tsipras-Pappas-Dragasakis afin de convaincre Varoufakis d'accepter de devenir ministre des Finances dans le gouvernement qui serait formé prochainement par Syriza. *« C'est là qu'Alexis m'a fait une offre, tranquillement et sous le regard vigilant de Dragazakis. – Si on gagne, or il n'y a plus aucun doute qu'on va gagner, je voudrais que tu sois ministre des Finances. »* [2]

Varoufakis résume 6 mesures prioritaires qu'il a proposées à Tsipras, Dragazakis et Pappas et que ceux-ci ont acceptées. **Ces mesures impliquaient de rester dans la zone euro**.

Varoufakis écrit : *« j'ai cru bon de récapituler nos objectifs communs :*

- la restructuration de la dette vient en premier lieu ;
- deuxièmement, excédent primaire ne dépassant pas 1,5 % du revenu national et pas de nouvelles mesures d'austérité ;
- troisièmement, réductions d'ampleur des impôts des sociétés ;
- quatrièmement, privatisations stratégiques avec conditions préservant les droits du travail et relance des investissements ;
- cinquièmement, création d'une banque de développement qui utiliserait les actifs publics restant comme caution pour générer de l'investissement de l'intérieur, et dont les dividendes seraient canalisés dans les fonds de pension publics ;
- sixièmement, politique de transfert des actions et de la gestion des banques à l'UE (…).

Une fois de plus, ils étaient partants, encore plus convaincus » [3].

Varoufakis déclare très clairement que ces mesures devaient se substituer au programme de Thessalonique présenté par Tsipras en septembre 2014.

Voici ce qu'il écrit à propos de ce programme :

- *« …, j'étais à Austin quand j'ai entendu aux informations qu'Alexis avait présenté les grandes lignes de la politique économique de Syriza dans un discours à Thessalonique. Surpris, je me suis procuré le texte et je l'ai lu. Une vague de nausée et d'indignation m'a submergé. Je me suis tout de suite mis au boulot. Moins d'une demi-heure plus tard, j'avais un article que le Premier ministre Samaras utiliserait pour fustiger Syriza devant le Parlement : « Même Varoufakis, votre gourou économique, estime que vos promesses sont bidons. » Et elles l'étaient.*

- Le « Programme de Thessalonique » (…) promettait des augmentations de salaire, des subventions, des bénéfices et des investissements qui seraient financés par des mannes imaginaires, ou illégales. Il comprenait également des engagements que nous ne devrions même pas avoir à tenir. Enfin, il allait à l'encontre de toute stratégie de négociations raisonnable pour maintenir la Grèce dans la zone euro, tout en affirmant qu'elle devait y rester. Le programme était tellement bancal que je n'ai même pas pris la peine de le critiquer point par point. Voilà ce que j'ai préféré écrire :

- « J'aurais tellement aimé lire un autre discours de la part d'Alexis Tsipras ! Vous imaginez un

discours qui commencerait par « Pourquoi voter pour nous ? » et répondrait, « Parce que nous vous promettons trois choses : du sang, de la sueur et des larmes ! »

- Du sang, de la sueur et des larmes, voilà ce que Churchill a promis au peuple britannique en 1940 quand il a pris la tête du gouvernement. Et pourquoi ? Pour gagner la guerre. [4] »

Prendre comme référence positive W. Churchill dans une critique publique adressée au programme de Thessalonique, c'est toute une affaire. Churchill a organisé la répression sanglante des manifestations et des grèves qui ont secoué la Grèce à la fin de l'année 1944 lorsque, dans le cadre des Accords de Yalta, la Grande-Bretagne a pris le contrôle du pays en réprimant les principales forces qui avaient libéré le pays de l'occupation nazie.

Revenons sur les mesures telles que résumées par Varoufakis

1. Restructuration de la dette

Varoufakis propose une restructuration de la dette sans réduction du stock.
La réalisation de cette première mesure très modérée dépend en réalité de la bonne volonté de la Troïka. Il s'agit d'un vœu pieux. **Sans recourir à une suspension de paiement, combinée à d'autres actes unilatéraux dont la réalisation d'un audit (avec participation citoyenne)**, il était impossible de contraindre les créanciers d'accepter une véritable réduction radicale de la dette. La proposition principale de Varoufakis en matière de restructuration de la dette s'inscrit, comme il l'indique lui-même, dans la continuité du texte intitulé : *« Modeste Proposition pour résoudre la crise de la zone euro »* [5]. La réalisation de cette proposition qui consistait à mutualiser les dettes publiques de la zone euro aurait impliqué une décision commune des gouvernements de la zone afin de soulager les finances publiques et d'abandonner des politiques d'austérité. C'est techniquement possible, c'est politiquement souhaitable du point de vue de la relance économique et d'un nouveau contrat social néokeynésien mais, malgré le caractère modéré de la proposition, **c'est totalement incompatible** avec la politique menée par la plupart des gouvernements concernés. Il faut vraiment être très naïf pour penser que les gouvernants en place dans la plupart des capitales européennes pourraient être favorables à une relance keynésienne. Fonder une solution sur une telle hypothèse, c'est faire preuve d'un manque total de conscience des rapports de force et des motivations des dirigeants européens.

Toute la proposition de Varoufakis en matière de dette était et est inacceptable d'un point de vue de gauche car elle supposait d'écarter tout débat sur la légalité et la légitimité des dettes réclamées à la Grèce

La dernière version proposée par Varoufakis fin 2014-2015 impliquait les orientations suivantes en matière de dettes : ne pas remettre en cause et ne pas réduire la dette due au FMI et aux créanciers privés, et arriver à un arrangement avec les partenaires européens sur les points suivants :
– 1. *« le gouvernement émettrait des obligations perpétuelles, **qui auraient la même valeur nominale** que les obligations appartenant à la BCE, avec un taux d'intérêt faible, mais sans date de maturité ni d'expiration. »* ;
– 2. *« les dettes obligataires du fonds européen de renflouement seraient échangées contre de nouvelles obligations du gouvernement grec de trente ans, **là encore ayant la même valeur que la dette existante (donc pas de décote formelle)**, mais avec deux conditions : d'abord, les remboursements annuels devaient être suspendus jusqu'à ce que le revenu du pays ait atteint un certain seuil ; deuxièmement, le taux d'intérêt serait lié aux taux de croissance de l'économie grecque »* [6].

Commentaire : Ces deux propositions étaient tout autant irréalisables du point de vue politique que la mutualisation des dettes.

En outre, toute la proposition de Varoufakis en matière de dette était et est inacceptable d'un point de vue de gauche car elle supposait d'écarter tout débat sur la légalité et la légitimité des dettes réclamées à la Grèce. La proposition Varoufakis s'opposait frontalement à l'orientation adoptée par Syriza en 2012 : la suspension unilatérale du paiement de la dette et la réalisation d'un audit de celle-ci (je reviendrai là-dessus plus loin). Par ailleurs, et c'est important, dans sa proposition, Varoufakis n'inclut pas explicitement l'abandon des conditionnalités imposées par les créanciers.

Varoufakis explique lui-même que sa proposition est hyper modérée :

- *« Il s'agissait de mesures modérées et politiquement acceptables pour les créanciers puisqu'elles ne comprenaient aucune décote directe. Vis-à-vis du public et des investisseurs potentiels, c'était également le signe que l'UE accepterait d'avoir sinon le beau rôle, du moins un rôle nouveau : non plus le créancier impitoyable d'un État insolvable, mais le partenaire de la croissance de la Grèce puisque les remboursements de ce pays seraient proportionnels à l'augmentation de son revenu nominal.*
- Pas une seule fois je n'ai entendu un représentant du FMI ou de l'UE critiquer la logique qui sous-tendait ces propositions. Comme le fit remarquer le PDG d'une des plus grosses banques d'investissement américaines après les avoir découvertes : Vous leur proposez le genre de deal qu'un avocat spécialiste des faillites à Wall Street imaginerait. »

Commentaire : Il est évident que cette orientation était également explicitement contraire au refus légitime de poursuivre le paiement d'une dette odieuse.

2. La deuxième proposition de Varoufakis :
« Excédent primaire ne dépassant pas 1,5 % du revenu national et pas de nouvelles mesures d'austérité. »

Commentaire : S'engager à dégager un excédent primaire de 1,5 % est totalement incompatible avec une véritable politique de relance de l'activité économique, de l'emploi public et privé, du pouvoir d'achat des masses populaires… En Grèce, un gouvernement de gauche qui veut réellement mettre en place une politique de relance et répondre à la crise humanitaire doit appliquer une politique de déficit public pendant plusieurs années et refuser de dégager un excédent primaire.

3. Troisièmement, réductions d'ampleur des impôts des sociétés

Concernant cette mesure que Varoufakis résume ainsi : *« Ceci demanderait de fortes réductions de la TVA et des impôts sur les sociétés car il fallait redonner de l'énergie au secteur privé. »*

Croire que la réduction des impôts des sociétés va augmenter la contribution de celles-ci dans le revenu fiscal total relève davantage d'une incantation libérale que d'un raisonnement argumenté

Il mentionne une question de Tsipras :

- *« – Pourquoi les boîtes devraient payer moins ? m'a demandé Alexis.*
- Je lui ai expliqué : le secteur privé devait payer plus en ce qui concerne le revenu fiscal total, mais la seule façon d'augmenter sa contribution globale alors que les ventes étaient au point mort et les banques en faillite, incapables de fournir des crédits aux entreprises rentables,

c'était de réduire les impôts sur les sociétés. Dragasakis était d'accord, ce qui a apaisé Alexis et Pappas. »

Commentaire : Promettre une réduction des impôts des sociétés de manière indifférenciée est tout à fait incompatible avec une politique de gauche. Il faut augmenter le taux d'imposition des grandes sociétés et le faire respecter. Simultanément, il est tout à fait possible de baisser le taux d'imposition des petites entreprises. Par ailleurs, croire que la réduction des impôts des sociétés va augmenter la contribution de celles-ci dans le revenu fiscal total n'est nullement démontré et relève davantage d'une incantation libérale que d'un raisonnement argumenté.

4. Quatrièmement, privatisations stratégiques avec conditions préservant les droits du travail et relance des investissements

Varoufakis précise : *« Quant aux privatisations, si nous voulions un accord avec l'UE et le FMI, il fallait accepter des compromis.* ***Le refus de principe de Syriza devait être remplacé par une politique d'analyse au cas par cas****. Il fallait arrêter de brader les holdings publiques,* ***mais les actifs tels que les chemins de fer et les ports devaient être accessibles*** *à condition qu'il y ait un minimum de niveau d'investissement, que l'acheteur s'engage à fournir aux travailleurs des contrats dignes et le droit de représentation syndicale, et que l'État demeure un actionnaire important, y compris minoritaire, car les dividendes de ses actions lui serviraient à soutenir les fonds de pension. »*

Varoufakis était favorable à l'acceptation de la poursuite de certaines privatisations, condamnant le gouvernement à la soumission face aux grandes entreprises et au capital étranger.

Commentaire : Alors que Syriza se battait pour mettre fin aux privatisations et pour renationaliser une série d'entreprises privatisées, Varoufakis, comme il l'a mis en pratique quand il est devenu ministre, était favorable à l'acceptation de la poursuite de certaines privatisations. Cela condamnait le gouvernement à la soumission face aux grandes entreprises et notamment au capital étranger. Cela réduisait à l'impuissance les pouvoirs publics.

5. Création d'une banque de développement

- *« Cinquièmement, création d'une banque de développement qui utiliserait les actifs publics restant comme caution pour générer de l'investissement de l'intérieur, et dont les dividendes seraient canalisés dans les fonds de pension publics. »*

Varoufakis propose la création d'une banque de développement croupion comme lot de consolation à la poursuite des privatisations et au transfert des banques grecques aux créanciers étrangers (voir la proposition 6).

Varoufakis écrit :

- *« Les actifs qui restaient propriété publique devaient être transmis à une nouvelle banque de développement publique qui les utiliserait comme garanties ou collatéraux pour lever des fonds, lesquels seraient investis dans ces mêmes actifs afin de booster leur valeur, créer des emplois et augmenter les revenus à venir. Ils ont également acquiescé là-dessus. »*

Commentaire : Varoufakis présente la mesure de création d'une banque publique de développement afin de faire avaler les propositions 4 et 6 qui sont en contradiction totale avec une stratégie de gauche. La mesure 4 consiste à poursuivre les privatisations et la mesure 6 consiste à

abandonner le pouvoir que les pouvoirs publics grecs avaient encore sur les banques grecques. La mesure 5 servait de leurre afin de faire croire que les pouvoirs publics allaient se doter d'un véritable instrument public de développement.

6. La sixième proposition : le « transfert des actions et de la gestion des banques à l'UE » (sic !)

Varoufakis précise qu'il s'agissait de *« confier la gestion et la propriété de ces banques à l'UE. C'était une proposition ultra-audacieuse pour un parti qui penchait vers la nationalisation du secteur bancaire »*

Commentaire : L'État grec était l'actionnaire principal de toutes les banques grecques et la position de Syriza consistait à ce que les pouvoirs publics exercent réellement leur pouvoir sur les banques. En proposant à Tsipras, Pappas et Dragasakis de transférer à l'UE les actions détenues par les pouvoirs publics grecs, Varoufakis réalise un pas supplémentaire et dramatique vers l'abandon complet de souveraineté.

En proposant de transférer à l'UE les actions détenues dans les banques par les pouvoirs publics grecs, Varoufakis réalise un pas supplémentaire et dramatique vers l'abandon complet de souveraineté.

Après avoir résumé les 6 propositions acceptées selon lui par Tsipras-Pappas-Dragasakis, Varoufakis en vient à la stratégie qu'un gouvernement Syriza devrait appliquer dans la négociation avec l'UE. Il explique que si l'UE décidait de saboter directement le gouvernement, ce serait la BCE qui serait chargée du sale boulot. Elle couperait la liquidité aux banques grecques et les obligerait à fermer comme elle l'a fait en mars 2013 à Chypre selon Varoufakis.

Varoufakis précise qu'il a obtenu de Tsipras-Pappas-Dragasakis un accord pour répondre de la manière suivante :

- *« Leur assentiment devait comprendre ma stratégie de négociation, dont l'élément dissuasif clé, la menace de décote des obligations SMP, et le système de paiement parallèle destiné à gagner du temps en cas d'impasse et de fermeture des banques. »*

Je reviendrai sur la stratégie de négociation dans un prochain article où j'aborderai la période qui a suivi les élections de janvier 2015.

Varoufakis affirme que suite à la réunion avec le trio Tsipras-Pappas-Dragasakis il a accepté le poste de ministre des Finances. Dragasakis de son côté occuperait le poste de vice-premier ministre et superviserait directement trois ministères clés dont celui des Finances.

Partie 2 : Un récit discutable des origines de la crise grecque et les étonnantes relations de Varoufakis avec la classe politique

Cette deuxième partie porte notamment sur les liens entretenus par Yanis Varoufakis avec la classe politique dirigeante grecque (tant le PASOK historiquement lié à la social-démocratie, que le parti

conservateur Nouvelle Démocratie) depuis plusieurs années.

Yanis Varoufakis met l'accent à plusieurs reprises sur le large éventail de ses relations dans le milieu politique grec. Il insiste sur son amitié passée avec Yanis Stournaras (l'actuel directeur de la banque centrale de la Grèce, allié de Draghi et des banquiers privés grecs et étrangers), sur ses bons rapports en 2009 avec Georges Papandréou (qui a mis en œuvre la politique conduisant au premier mémorandum), sur ses relations avec Antonis Samaras (qui a dirigé le gouvernement grec après le deuxième mémorandum) et il consacre une partie importante des 4 premiers chapitres du livre à relater la construction de rapports étroits de collaboration et à certains moments de complicité avec 3 dirigeants de Syriza. Il s'agit d'Alexis Tsipras (qui a conduit le peuple grec au troisième mémorandum), Nikos Pappas (l'alter ego de Tsipras, devenu ministre d'Etat dans le gouvernement Tsipras I) auquel s'est ajouté, en cours de route, Yanis Dragasakis (avant que celui-ci devienne vice-premier ministre des gouvernements Tsipras I et II). Dans cette deuxième partie, je vais aborder le récit du début de la crise grecque ainsi que les relations de Varoufakis avec la classe politique traditionnelle grecque.

Varoufakis dénonce les banquiers grecs mais la solution qu'il a proposée à Alexis Tsipras à partir de juin 2012 consistait à transférer la propriété des banques grecques à l'Union européenne.

Varoufakis relate de manière très discutable l'enchaînement des évènements qui ont conduit à l'imposition du premier mémorandum de mai 2010. Tout en s'en défendant, il conforte la narration officielle selon laquelle la cause de la crise réside dans l'incapacité de l'Etat grec à faire face à la dette publique. Bien qu'il dénonce l'état lamentable dans lequel les banques privées grecques s'étaient placées [7], il met l'accent sur l'incapacité de l'Etat grec à faire face à la situation et déclare que celui-ci aurait dû se déclarer en faillite. Il écarte la possibilité qui était "offerte" à l'Etat de refuser d'assumer les pertes des banques. Son raisonnement sur la faillite de l'Etat grec tient au fait que, selon lui, le passif (=les dettes) des banques privées était, qu'on le veuille ou non, à charge de l'Etat. Le passif des banques privées était tellement élevé que l'Etat grec était incapable d'y faire face. Pourtant, à différents moments de l'histoire, des Etats ont refusé d'assumer les pertes des banques privées. L'Islande l'a fait à partir de 2008 lors de l'effondrement de son secteur bancaire privé et s'en est très bien tirée. Elle a su faire face victorieusement aux menaces de la Grande-Bretagne et des Pays-Bas [8].

Il ne suffit pas de dire que la Grèce n'est pas l'Islande, il ne suffit pas d'affirmer que la Grèce fait partie de la zone euro et devait y rester pour mettre fin au débat. Varoufakis adopte une attitude en réalité conservatrice du point de vue économique et social. Il dénonce les banquiers grecs mais la solution qu'il a proposée à Alexis Tsipras à partir de juin 2012 consistait à transférer la propriété des banques grecques à l'Union européenne [9].

Par ailleurs, il est évident qu'il fallait remettre en cause le paiement de la dette publique qui avait fortement augmenté principalement dans les années 1990 du fait de la poursuite d'objectifs illégitimes (dépenses militaires excessives, financement des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux plus riches, financement par la dette de la baisse des cotisations sociales qui étaient à charge du patronat…) ou du financement de cette dette à des conditions illégitimes (taux d'intérêt abusif prélevés par les banques), et suivant des modalités qui étaient marquées par la corruption et d'autres facteurs d'illégalité [10].

Varoufakis et le gouvernement de Georges Papandreou (PASOK) 2009-2011

"En automne 2009, un nouveau gouvernement grec a été élu avec la promesse suivante : dépenser plus pour aider la montagne du revenu de la nation à se reconstruire. Sauf que le nouveau Premier

ministre et son ministre des Finances, issus du parti social-démocrate, le Pasok, n'ont pas compris. La faillite de l'État était déjà là, avant même qu'ils prêtent serment. [11] »

Il est faux d'affirmer que l'Etat grec était en faillite. Ce discours conforte la présentation mensongère donnée par la Troïka et les médias dominants.

Il est faux d'affirmer que l'Etat était en faillite. Ce discours conforte la présentation mensongère donnée par la Troïka et les médias dominants.

Ce que ne dit pas Varoufakis, c'est que Papandréou a dramatisé la situation de la dette publique et du déficit public au lieu de faire supporter le coût de cette crise bancaire aux responsables, tant étrangers que nationaux (à savoir les actionnaires privés, les administrateurs des banques, les banques étrangères et autres sociétés financières qui avaient contribué à générer la bulle spéculative). Le gouvernement de Papandréou a fait falsifier les statistiques de la dette grecque, non pas dans les années précédant la crise pour la réduire (comme la narration dominante le prétend) mais en 2009 pour l'augmenter. C'est ce que démontre très clairement la Commission pour la Vérité sur la dette publique grecque dans son rapport de juin 2015 [12]. Varoufakis ne dénonce pas la falsification, il prend pour argent comptant les affirmations de Papandréou, de son ministre des Finances sur l'état dramatique des finances publiques.

Après les élections législatives du 4 octobre 2009, le nouveau gouvernement de Georges Papandréou procéda en toute illégalité à une révision des statistiques afin de gonfler le déficit et le montant de la dette pour la période antérieure au mémorandum de 2010. Le niveau du déficit pour 2009 subit plusieurs révisions à la hausse, de 11,9 % du PIB en première estimation à 15,8 % dans la dernière. Andréas Georgiu, directeur en 2009-2010 de l'office grec des statistiques ELSTAT (alors qu'il occupait encore un mandat au FMI) a été condamné en août 2017. Sous le titre : *« En Grèce, condamnation de l'ancien chef des statistiques, qui avait maquillé les chiffres du déficit public »*, voici ce qu'en dit le quotidien *Le Monde* dans son édition du 1er août 2017 : *« Andréas Georgiou, ancien chef de l'office des statistiques grecques, Elstat, au cœur de la saga des faux chiffres du déficit public au début de la crise de la dette, a été condamné, mardi 1er août, à deux ans de prison avec sursis. Le tribunal correctionnel d'Athènes l'a jugé coupable de « manquement au devoir », selon une source judiciaire. Cet ancien membre du Fonds monétaire international était poursuivi pour s'être entendu avec Eurostat (l'office européen de statistiques, dépendant de la Commission) afin de grossir les chiffres du déficit et de la dette publique grecs pour l'année 2009. Le but supposé : faciliter la mise sous tutelle financière du pays, avec le déclenchement, en 2010, du premier plan d'aide internationale à la Grèce – on en est au troisième, depuis août 2015. [13] »*

Contrairement à ce qu'affirme Varoufakis, les banques privées n'ont pas stoppé les crédits à l'Etat grec en 2009, ce sont les crédits aux secteurs privés grecs qui ont été interrompus

Par ailleurs, contrairement à ce qu'affirme Varoufakis, les banques privées n'ont pas stoppé les crédits à l'Etat grec en 2009 [14], ce sont les crédits aux secteurs privés grecs qui ont été interrompus au cours de cette année. A l'automne 2009, l'Etat grec réussissait sans difficulté à lever des fonds. L'arrêt des crédits des marchés financiers à l'Etat grec a eu lieu en 2010, après que Papandréou a dramatisé la situation et au moment du lancement du processus du 1er mémorandum.

Varoufakis explique à plusieurs endroits du chapitre 2 qu'il entretenait, malgré des divergences évidentes, de bons rapports avec Papandréou :
« En janvier 2010, au cours d'un entretien à la radio, j'ai prévenu le Premier ministre, que je connaissais personnellement et ***avec qui j'avais des rapports plutôt amicaux****, en lui disant :*
« Quoique tu fasses, ne va pas chercher des emprunts d'État chez nos partenaires européens pour essayer, en vain, d'éviter la banqueroute. [15] »

Sur ce dernier point, Varoufakis a raison : il ne fallait pas aller chercher des crédits du côté de la Troïka. Par contre, Varoufakis a tort quand il affirme que l'Etat grec aurait dû se déclarer en faillite. Une alternative, opposée à la politique mise en pratique par Papandréou et différente de celle avancée par Varoufakis (= mise en faillite de l'Etat), était pourtant possible et nécessaire. Suite à sa victoire électorale de 2009 obtenue grâce à une campagne dénonçant les politiques néolibérales menées par Nouvelle Démocratie, le gouvernement de Papandréou, s'il avait voulu respecter ses promesses électorales, aurait pu et aurait dû socialiser le secteur bancaire en organisant une faillite ordonnée des banques et en protégeant les déposants. Plusieurs exemples historiques attestent qu'une faillite était tout à fait compatible avec le redémarrage rapide des activités financières au service de la population. Il fallait s'inspirer de ce qui se faisait en Islande depuis 2008 [16] et de ce qui avait été réalisé en Suède et en Norvège dans les années 1990 [17]. Papandreou a préféré suivre l'exemple scandaleux et catastrophique du gouvernement irlandais qui a sauvé les banquiers en 2008 et allait en novembre 2010 devoir accepter un plan d'aide européen qui a eu des effets dramatiques pour le peuple irlandais. Il fallait aller plus loin que l'Islande et la Suède avec une socialisation complète et définitive du secteur financier. Il fallait faire supporter les pertes de la résolution de la crise bancaire par les banques étrangères et par les actionnaires privés grecs tout en poursuivant en justice les responsables du désastre bancaire. Une telle démarche aurait permis à la Grèce d'éviter la succession de mémorandums qui ont soumis le peuple grec à une crise humanitaire dramatique et à l'humiliation sans pour autant assainir véritablement le système bancaire grec.

Varoufakis et Antonis Samaras

A plusieurs reprises Varoufakis se réfère aux contacts qu'il entretenait avec des personnalités de premier plan de la classe politique grecque qu'elle soit du PASOK ou du principal parti conservateur, la Nouvelle Démocratie.

Concernant Samaras, d'aucuns se seraient posé la question : « N'est-ce pas inquiétant de recevoir des compliments d'un des dirigeants clés du parti conservateur ? ». Cela n'a pas été le cas de Varoufakis.

« Un soir **(de 2011, NDLR)***, en rentrant chez moi après une émission de l'ERT, la radio et la télévision publiques grecques, le fixe a sonné. J'ai décroché et j'ai reconnu la voix d'Antonis Samaras, dirigeant de la Nouvelle Démocratie, le parti conservateur, qui, à l'époque, représentait l'opposition officielle. (…) « On ne se connaît pas, M. Varoufakis, me dit-il, mais je viens de vous regarder à la télévision et il fallait absolument que je vous appelle. Je crois que je n'ai jamais entendu des propos aussi profonds et touchants sur un plateau de télévision. Je voulais vous remercier pour votre prise de position. » Samaras n'est pas le seul membre de l'establishment grec à avoir pris contact avec moi. Ma croisade m'avait amené à avoir de nombreuses discussions en aparté avec des ministres socialistes, des députés conservateurs de l'opposition, des dirigeants de syndicats et autres, qui sentaient bien que je représentais autre chose. Dès que je leur avais fait part de mon analyse, ils étaient d'accord, tous sans exception. (…) Les conservateurs, en tout cas jusqu'en novembre 2011, étaient un peu plus audacieux : comme leur dirigeant, Antonis Samaras, avait adopté un point de vue anti-austérité et anti-renflouement, ils étaient plus libres pour me suivre. [18] »*

Après avoir reçu un coup de téléphone comme celui de Samaras, d'aucuns se seraient posé la question : *« N'est-ce pas inquiétant de recevoir des compliments d'un des dirigeants clés du parti conservateur ? »*. Cela n'a pas été le cas de Varoufakis.

L’amitié entre Stournaras et Varoufakis

Varoufakis ne consacre pas moins de quatre pages à la relation d’amitié qu’il a liée avec Yanis Stournaras [19]. Entre la fin des années 1990 et la période des mémorandums, Yanis Stournaras est passé du PASOK à la Nouvelle Démocratie. Varoufakis explique : *« C’est lui qui avait réussi à convaincre Bruxelles et Berlin d’intégrer la Grèce à la zone euro. Une fois le pays définitivement admis, en 2000, le Premier ministre, membre du Pasok, l’avait remercié en lui offrant le poste de PDG et Président de la Banque commerciale de Grèce [20]. C’est à cette époque que nous avions fait connaissance. En dépit de son emploi du temps bousculé, Stournaras se rendait toujours disponible pour enseigner, avec plaisir et avec dévouement. Nos points de vue d’économiste et nos opinions politiques divergeaient, mais son engagement à l’université et nos affinités naturelles ont donné naissance à une profonde amitié. »*

Même si à l’époque Varoufakis n’occupait aucune fonction officielle, il entretenait des relations avec des dirigeants clés et certaines de ses idées n’étaient pas rejetées par les dirigeants conservateurs, loin de là.

Varoufakis raconte qu’ils ont passé ensemble, dans l’appartement de Stournaras, la soirée électorale du 4 octobre 2009 qui a vu la victoire du PASOK. A cette époque, Stournaras était un des hauts conseillers des « socialistes » et avait épousé l’orientation pro-mémorandaire de Papandréou. Varoufakis poursuit : *« En 2010, année cruciale pour la Grèce, Stournaras a fait un choix qui en a surpris plus d’un en devenant président d’un think-tank d’économistes créé à l’origine par la Confédération nationale des industries de Grèce, l’organisation patronale la plus puissante et la plus établie du pays, traditionnellement liée à la Nouvelle Démocratie. »* Cela n’a pas affecté leur amitié. Un mois avant les élections de mai 2012, Varoufakis de passage à Athènes a appelé Stournaras : *« je l’ai retrouvé le lendemain dans le café d’un hôtel situé au pied de l’Acropole. Nous sommes tombés dans les bras l’un de l’autre (…). Puis nous sommes passés aux choses sérieuses et je l’ai briefé sur les discussions que j’avais eues à Berlin avec des représentants de la BCE et du gouvernement allemand, avec des journalistes financiers et d’autres. J’ai également mentionné une conversation que j’avais eue avec George Soros. Qui était d’accord avec mon analyse de la situation de la Grèce et avec l’essentiel de mes propositions de politique économique pour l’Europe en général. »* Varoufakis explique que Stournaras et lui ne sont pas tombés d’accord sur la viabilité du mémorandum mais qu’ils se sont quittés en se promettant de conserver intacte leur amitié. Les choses se sont gâtées quand Stournaras quelques mois plus tard a accusé Varoufakis de spéculer avec Soros sur les titres de la dette grecque. C’est à ce moment que leur relation s’est interrompue. Entretemps, Stournaras était devenu ministre de la Compétitivité (mai-juin 2012). Après les élections de juin 2012, il est devenu ministre des Finances du gouvernement d’Antonis Samaras. Ensuite, à partir de juin 2014, Samaras l’a placé à la tête de la banque centrale de la Grèce où il se trouve encore.

J’ai pris la peine de résumer ce passage du livre de Varoufakis, parce qu’il est révélateur de l’aisance avec laquelle il évoluait dans les milieux de la classe politique grecque. Même si à l’époque il n’occupait aucune fonction officielle, il entretenait des relations avec des dirigeants clés et certaines de ses idées n’étaient pas rejetées par les dirigeants conservateurs, loin de là. Manifestement, cela ne le gênait pas puisqu’il en fait largement état dans son livre.

Eric Toussaint

P.-S.

* http://www.cadtm.org/Les-propositions-de-Varoufakis-qui

* http://www.cadtm.org/Les-propositions-de-Varoufakis-qui

Notes

[1] https://livre.fnac.com/a10408204/Yanis-Varoufakis-Adults-in-the-room?Origin=fnac_google https://www.theguardian.com/books/2017/may/15/adults-in-room-battle-europes-deep-establishment-yanis-varoufakis-review

[2] Y. Varoufakis, *Adults in the Room*, Bodley Head, London, 2017, p. 98. Le livre va paraître à l'automne 2017 en français chez l'éditeur Les Liens qui Libèrent. N'hésitez pas à passer commande chez votre libraire.

[3] *Op. cit.*, p. 102.

[4] *Op. cit.*, p. 88-89.

[5] https://www.yanisvaroufakis.eu/wp-content/uploads/2011/12/une-modeste-proposition-pour-surmonter-la-crise-de-leuro.pdf

[6] Cette citation, comme toutes celles qui suivent, proviennent du chapitre 4.

[7] De mon côté j'ai analysé la crise des banques grecques dans ESSF (article 39934), Grèce : Les banques sont à l'origine de la crise – Les dettes réclamées à la Grèce sont odieuses. Voir aussi Patrick Saurin, "La « Crise grecque » une crise provoquée par les banques", http://www.cadtm.org/La-Crise-grecque-une-crise.

[8] CADTM - Le tribunal de l'AELE rejette les réclamations « Icesave » contre l'Islande et ses habitants, publié le 29 janvier 2013, http://www.cadtm.org/Le-tribunal-de-l-AELE-rejette-les

[9] Y. Varoufakis, *Adults in the Room*, Bodley Head, London, 2017, chap. 3, p. 65. Je reviendrai là-dessus dans le prochain article.

[10] voir le chapitre 1 de http://www.cadtm.org/Rapport-preliminaire-de-la.

[11] Y. Varoufakis, *Adults in the Room*, Bodley Head, London, 2017, chap. 2, p. 31. Le livre va paraître à l'automne 2017 en français chez l'éditeur Les Liens qui Libèrent. N'hésitez pas à passer commande chez votre libraire.

[12] voir le chapitre II, p. 17 de http://www.cadtm.org/Rapport-preliminaire-de-la.

[13] En savoir plus sur http://www.lemonde.fr/europe/article/2017/08/01/grece-la-justice-condamne-l-ancien-chef-des-statistiques_5167573_3214.html#Zr8XIXFTIbLUtBT5.99 A signaler que ce type d'article est très rare dans le quotidien *Le Monde*. La presse conservatrice grecque (notamment le quotidien Kathimerini) souligne le mécontentement de la Commission européenne. La porte-parole de la Commission, Mme Annika Breidthardt, a déclaré le 1er août 2017, que la décision du tribunal n'est

pas conforme aux décisions précédentes de la justice et réitéré que « la Commission est pleinement confiante dans l'exactitude et la fiabilité des données de l'ELSTAT au cours de la période 2010-2015 et au-delà »

[14] Je publierai un nouvel article sur la question avant la fin de l'année 2017. Je montrerai que plusieurs graphiques publiés par des organismes officiels, notamment le FMI, sont faux.

[15] Y. Varoufakis, *Adults in the Room*, Bodley Head, London, 2017, chap. 2, p. 31. A la page suivante, Varoufakis écrit : *« Convaincu que la faillite était certaine, quelles que soient nos paroles apaisantes, j'ai continué à enfoncer le clou. Par ailleurs, le fait que j'avais rédigé des discours pour le Premier ministre Papandreou a retenu l'attention de la BBC et d'autres organes de presse étrangers. »*

[16] Renaud Vivien, Eva Joly, « En Islande, les responsables du naufrage bancaire n'ont pas pu acheter leur procès », publié le 20 février 2016, http://www.cadtm.org/En-Islande-les-responsables-du

[17] Mayes, D. (2009). *Banking crisis resolution policy - different country experiences.* Central Bank of Norway.

[18] Y. Varoufakis, *Adults in the Room*, Bodley Head, London, 2017, chap. 2, p. 38-39.

[19] Y. Varoufakis, *Adults in the Room*, Bodley Head, London, 2017, chap. 2, p. 68 à 72.

[20] Cette banque a ensuite changé de nom, elle s'est appelée Emporiki et a été achetée par la banque française Crédit Agricole.